

Le Monde, 8 juin 2013

« Ni oubli ni pardon » de Paris à Toulouse

LA MORT de Clément Méric a rassemblé, jeudi 6 juin, une partie de la gauche antifasciste dans plusieurs grandes villes de France. A 17 heures, c'est sur les lieux mêmes où il a été agressé, rue de Courmartin, à Paris, que convergent plusieurs centaines de personnes. Derrière un drapeau blanc sur lequel est inscrit « Clément, 05.06.2013, à jamais l'un des nôtres », ses camarades de l'Action antifasciste Paris-banlieue arrivent. Le poing levé, secoués de lacrimés, ils se regroupent autour des fleurs déposées au sol. Le silence. Les yeux rouges. La douleur de ces jeunes qui, pour la plupart, pleurent un « frère d'arme ».

Un de ses camarades prend la parole. Il dénonce « un assassinat politique ». Puis des cris : « Clément anglo ! », « No pasaran ! », « Alerta antifascista ! ». Ses amis se resserrent en cercle, genou au sol. La foule suit le mouvement. De nouveau le silence, le recueillement. Puis une longue salve d'applaudissements, avant de partir en cortège pour l'autre rassemblement, organisé à 18 h 30, place Saint-Michel par le Parti de gauche (PG) dans un premier temps, rejoint par d'autres forces politiques, syndicales et associatives.

Plusieurs milliers de personnes sont là. Mais ce n'est pas la grande « union sacrée », plutôt une gauche non-gouvernementale qui ne ménage pas ses critiques contre les forces au pouvoir. Quelques responsables socialistes font une apparition. Anne Hidalgo, la candidate du PS à Paris, rebrousse che-

min après avoir essuyé des huées. Le député Jean-Marc Germain, son compagnon, se frotte dans la foule, de même que les sénateurs socialistes Jean-Pierre Sueur et Bariza Khari, qui s'éclipsent discrètement.

Les prises de parole se succèdent. Les proches de Clément Méric s'efforcent des tentatives de « récupération », visant notamment le PG, dont le coprésident, Jean-Luc Mélenchon, présent au pied de la tribune, s'abstient d'intervenir. Le plus applaudi est Olivier Besancenot qui, au nom du NPA, dénonce « tout ce qui fait le lit de l'extrême droite, les petits renoncements et les grandes trahisons ».

« On sent monter l'extrême droite, on ne peut plus leur laisser l'espace »

Ingrid, étudiante à Lyon-II à Marseille, Yves, figure du mouvement antifasciste phocéens, termine son énoncé. En marge de la manifestation locale, il regarde les CRS en bas de la Cavalière : « Ce matin, quand on m'a appelé pour me dire qu'un gamin avait été tabassé à mort par des skins, ça m'a rappelé ce jour de 1993 où on m'a réveillé en me expliquant qu'un minotier était fait descendre par des collégiés d'af-rique du Nord ». Le fantôme embléma-

que d'Ibrahim Ali, abattu il y a dix-huit ans dans le quartier des Aigalades, plane.

Le rassemblement, à l'appel du Front de gauche, du NPA, d'Europe-Écologie-Les Verts et des syndicats CGT, FSU, Solidaires, s'est lentement défilé sur le "Vieux-Port" à partir de 18 heures. Quelques centaines de personnes s'agglomèrent autour d'un noyau dur et juvénile.

Look de redskins, drapeaux rouge-noir-blanc qui pointent au-dessus de leurs têtes, les militants de l'Action antifasciste allument des fumigènes et scandent, en occitan, « Mossion antifascista ». Quelques élus communistes pointent le laxisme du gouvernement dans les manifestations contre le mariage gay. Le PS, lui, se fait discret. Nathalie Pignone, porte-parole de la ministre Marie-Arlette Carratini, est l'un des rares, avec le conseiller général Denis Rossi, à être présente.

« Clément, ni oubli ni pardon », « Fascistes assassins, l'État ne nous protégera pas. Clément vit dans nos combats ». À Lyon, deux banderoles ont été déployées au milieu d'un rassemblement qui compte environ un millier de personnes. Peu de slogans, un fumigène, quelques chants. L'assemblée est calme et soudée, entre l'opéra et l'hibou de ville. Constitué d'une majorité d'étudiants, comme Ingrid, 27 ans, en thèse à Lyon, il alerte par Facebook : « On sent monter l'extrême droite, on ne peut plus leur laisser l'espace ». C'est le message d'attendre la mort d'un

jeune homme pour se rendre compte à quel point l'extrême droite est violente. Il y a longtemps qu'on interpelle les autorités », dit Sophia, 22 ans, étudiante à Sciences-Po Lyon. Militante au Parti de gauche, elle craint la caricature.

« On présente souvent les violences entre des blocs de militants extrémistes qui jouent à s'affronter. L'image est fautive. Les agressions se multiplient au-delà de pseudo-évolutions. Des passants, des couples, des cafés ont été attaqués ».

« Beaucoup de drapeaux, mais une petite foule à Toulouse : environ 200 à 300 personnes se retrouvent, puis à partir de 18 h 30, place Saint-Etienne à l'appel du PCF, relayé par le PS. Après quelques boîtes à allumettes et une minute de silence, la foule se disperse. À 20 heures, une poignée de militants autonomes se rendent place du Capitole pour brandir une banderolette à la mémoire de « Clément M., assassiné par des fascistes ».

Des lycéens du 15^e NI, sont venus grossir les rangs. Des élus socialistes sont également là, sans drapeaux, alors que les écologistes occupent les premiers rangs derrière leurs banderoles vertes. Avec leurs calots rouges, les militants du PCF, du Front de gauche et du NPA sont les plus visibles. Le PS et le PCF déclinent de concert « la dissolution des groupuscules néo-nazis ».

GILLES BOY (À MARSEILLE), PATRICK ROSSI (À PARIS), INGRID (À LYON) ET STÉPHANE THÉROT (À TOULOUSE)